ACCORD DE RÉCIPROCITÉ ENTRE LES CANTONS DE SOLEURE ET DE VAUD EN MATIÈRE D'EXONÉRATION D'IMPÔT SUR LES SUCCESSIONS ET DONATIONS

Décision du gouvernement No. 2018/1701 du 30 octobre 2018

Le Conseil d'Etat du canton de Soleure et
le Conseil d'Etat du canton de Vaud

considérant

l'article 225 de la loi soleuroise du 1^{er} décembre 1985 sur les impôts cantonaux et communaux (*Gesetz über die Staats- und Gemeindesteuern [Steuergesetz]*) et l'article 20 de la loi vaudoise du 27 février 1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les successions et donations (LMSD), tous deux relatifs à l'exonération de certaines personnes morales de l'impôt sur les successions et donations,

conviennent de l'accord suivant:

Art. 1

La réciprocité entre les cantons de Soleure et de Vaud est convenue en matière d'exonération d'impôt sur les successions et donations.

Art. 2

L'exonération fiscale réciproque concerne les libéralités faites en faveur:

- a. des cantons et des communes, ainsi que de leurs établissements et des institutions de droit public de caractère non commercial ou industriel;
- b. des personnes morales de droit privé qui se vouent de manière désintéressée à la bienfaisance, à l'éducation, à l'instruction ou à d'autres buts d'utilité publique, dans la mesure où celles-ci sont exonérées dans leur canton de domicile; l'exonération ne peut être supérieure à celle qui serait accordée par le canton compétent à une institution similaire qui aurait son siège sur son territoire.

Art. 3

Pour l'interprétation de la présente convention de réciprocité, les textes allemand et français ont la même valeur.

Art. 4

La présente convention peut être dénoncée en tout temps par chacun des deux gouvernements moyennant un préavis de six mois.

Art. 5

Le présent accord entre en vigueur après signature réciproque avec effet rétroactif au 1er janvier 2015.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT
DU CANTON DE SOLEURE

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT
DU CANTON DE VAUD

Roland Heim
Le Président

Andreas Eng
Le Chancelier d'Etat

Nuria Gorrite
La Présidente

Vincent Grandjean
Le Chancelier